

10 février 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Nouri Al-Maliki, Premier ministre de la République d'Irak, sur les relations entre la France et l'Irak, à Bagdad le 10 février 2009.

M. NOURI AL- MALIKI - Au nom de Dieu le clément et le miséricordieux,
M. le Président,

Votre visite est la première d'un Chef d'Etat français en Irak. Nous sommes très heureux de cette visite et je pense qu'elle intervient au bon moment. Nous remercions le Président Sarkozy pour sa ferme attitude de soutien au peuple irakien et pour vouloir des solutions qui mettent fin aux souffrances du peuple irakien, dont il a parfaitement conscience.

J'espère renforcer la volonté commune des deux pays pour développer les relations bilatérales de manière positive. C'est l'Irak qui se lève aujourd'hui pour la reconstruction, la réhabilitation des services et le développement. L'Irak a besoin d'amis dont les compagnies sont à la fois expérimentées et hautement qualifiées. Il a aussi besoin de l'expérience des pays amis pour lui procurer en un temps record les meilleures opportunités.

Les horizons de coopération, comme nous en avons discuté, sont vastes. Les discussions ne sont pas arrêtées aux domaines spécifiques qui sont ceux du pétrole ou de la sécurité, mais se sont étendues à la question des investissements nécessaires à la reconstruction. Les portes sont ouvertes et la France, grâce à son expérience, peut y avoir accès. Pour illustrer cette volonté, une délégation de compagnies françaises se rendra prochainement en Irak, tandis que les ministres irakiens du pétrole et de la défense iront en France bientôt pour consolider la coopération dans le domaine pétrolier et sécuritaire.

Afin d'élargir le cercle de nos relations bilatérales, la France va construire une nouvelle ambassade à Bagdad et ouvrir deux consulats à Erbil et Bassora. Ceux-ci seront proches des hommes d'affaires et des investisseurs pour lancer le processus de la reconstruction.

Nous nous sommes mis d'accord pour garder le contact sur le plan politique. La France, sous l'impulsion de M. Sarkozy, a pu supprimer 80 % de la dette irakienne. Des dispositions sont à l'étude pour que la France soutienne l'Irak afin de l'aider à se débarrasser des résolutions et des sanctions qui lui ont été imposées aux Nations-Unies par la faute des guerres et des aventures, comme l'invasion du Koweït.

Ces résolutions du temps où l'Irak menaçait la paix et la sécurité internationales, le Conseil de sécurité des Nations Unies cherche à y mettre fin pour permettre à l'Irak de revenir à la normale, puisque le nouvel Irak veut résoudre les problèmes par des moyens pacifiques. L'Irak souhaite reprendre sa place pour la paix et la sécurité. Toutes les résolutions qui ont épuisé l'Irak et son peuple doivent trouver leur épilogue. Nous plaçons de grands espoirs dans la France et dans son président, M. Sarkozy, pour qu'ils soutiennent l'Irak dans cette demande de faire cesser ce régime de sanctions afin de l'aider à recouvrer son statut normal et de lui permettre de jouer de nouveau un rôle important dans la région.

Je vous renouvelle, Monsieur le Président, mes remerciements et ma grande appréciation de cette visite que nous considérons comme historique, puisqu'il s'agit de la première visite d'un chef d'Etat français en Irak et la première d'un chef d'Etat européen qui n'appartenait pas à la

coalition.

LE PRESIDENT - Je vous remercie, M. le Premier ministre, de vos propos.

Quelques heures passées en Irak suffisent à convaincre de la force de vie des Irakiens. On sent renaître de l'espoir en Irak.

La France a maintenu depuis 2003 une présence continue à Bagdad, même dans les moments les plus difficiles. La France se réjouit du chemin parcouru et de la qualité du travail accompli par vous-même, Monsieur le Premier Ministre, et par votre gouvernement.

Il était très important, pour Bernard Kouchner comme pour moi, de venir à Bagdad, pour vous rendre hommage et pour vous renouveler l'engagement de la France.

Vous avez fait des choix courageux. Aujourd'hui la sécurité est renforcée et les Irakiens peuvent de nouveau espérer dans l'avenir.

La France salue l'action diplomatique du gouvernement irakien pour restaurer la souveraineté de votre pays. Depuis le 1er janvier, l'Irak n'est plus placé sous le chapitre VII de la Charte des Nations Unies. C'est une bonne nouvelle. Cela veut dire que vous ne constituez plus une menace pour le monde. Les choses sont en train de rentrer dans l'ordre international. L'Irak peut compter sur l'amitié de la France pour travailler avec lui à sa complète réinsertion dans la communauté des Nations. Le peuple irakien ne doit pas être puni pour les fautes qui ont été commises en son nom par un dictateur.

Comme vous l'avez récemment souligné, Monsieur le Premier ministre, l'Irak vient d'adresser un formidable message au monde en réussissant ses élections provinciales. La campagne a été vivante mais elle est restée calme, même s'il faut regretter que des candidats et des fonctionnaires de la commission électorale aient été tués par ceux qui ne croient pas en la démocratie. Vous avez dit, Monsieur le Premier ministre, que le jour de l'élection fut un jour de fête, « les noces de l'Irak avec la démocratie ». Les images de l'Irak ce jour-là, elles réchauffaient le cœur du monde entier. Désormais, l'ensemble des forces politiques participe au processus électoral, plus personne ne le boycotte. La démocratie vous apporte, Monsieur le Premier ministre, de nouveaux partenaires élus pour mener à bien la réconciliation nationale.

Je vais me rendre maintenant dans trois Etats du Golfe. Je pourrai témoigner de ce que j'ai vu ici. Un peuple fier, le peuple irakien, qui veut reprendre en main son destin. Un gouvernement au travail qui veut reconstruire le pays. L'Irak a besoin d'amis, a besoin d'investisseurs. Le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères français reviendront en Irak avant l'été avec une délégation de chefs d'entreprises pour participer à la reconstruction de votre pays. Nous allons réinvestir dans une nouvelle ambassade, dans de nouveaux consulats. Je vous ai fait des propositions d'aide et de travail concrètes, sur la défense, sur le militaire, sur le civil, sur le culturel, sur l'économie, et bien sûr, sur l'énergie.

Je voudrais en conclusion, M. le Premier ministre, vous dire qu'un Irak debout ne doit faire peur à personne et qu'un Irak fort, c'est un gage d'équilibre dans la région qui en manque cruellement. Nous allons donc tous travailler au redressement de l'Irak : la France et l'Europe mais aussi les Etats arabes et notamment les pays du Golfe. Monsieur le Premier ministre, la France se veut au premier rang des amis du nouvel Irak.

QUESTION - La France n'a pas participé à la guerre de Libération de l'Irak. L'Irak vit aujourd'hui pleinement cette liberté et cette démocratie. Est-ce que la France, en voulant jouer un rôle ici, souhaite entrer en concurrence avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni ?

LE PRESIDENT - La France veut se tourner vers l'avenir et pas vers le passé. Le passé a été douloureux d'abord pour les Irakiens, c'est d'abord à eux qu'il faut penser. La France a toujours été présente diplomatiquement sur le territoire de l'Irak, même si la France était contre la guerre. La France aujourd'hui peut être un pont pour la réconciliation de tout le monde autour du nouvel Irak. Un Irak divers, réconcilié avec lui-même et qui regarde l'avenir.

Je ne vois pas pourquoi il y aurait compétition avec nos amis américains. J'ai toujours été un ami des Etats-Unis d'Amérique, je le reste. Avec des amis on peut avoir des divergences de vues, mais ce sont des amis. L'Irak est un très grand pays, 30 millions d'habitants. Alors voyez-vous, Monsieur, la meilleure nouvelle pour l'Irak, c'est que les grandes nations du monde, et la France

en est une, participent chacune pour leur part ?? la reconstruction de votre pays. Vous savez, ce serait une très bonne nouvelle que vous n'ayez pas à choisir entre vos amis tellement ils sont nombreux. Il y a eu une période où l'Irak n'avait pas tant d'amis. Que vous ayez des amis dans toutes les parties du monde, c'est une très bonne nouvelle. S'agissant de la France, et vous connaissez son influence en Europe, ce n'est pas seulement un message des Français, qu'avec Bernard Kouchner je suis venu vous apporter, mais de tous les Européens. Cette région du monde, voyez-vous, a besoin de l'Europe. Nos amis américains ont besoin également d'une Europe forte, politiquement, militairement, économiquement, parce que le monde d'aujourd'hui n'est pas unipolaire, il est multipolaire. L'Irak sera un grand pays de demain et devra s'inscrire dans cette multipolarité. La France ne demande rien d'autre que le privilège d'être l'amie de l'Irak, un Irak souverain, un Irak démocratique.

QUESTION - la France a joué un rôle secondaire durant ces dernières années, que peut-elle faire concrètement pour l'Irak ?

LE PRESIDENT - Dans mon esprit, la France n'a jamais eu un rôle secondaire. La France est membre permanent du Conseil de Sécurité, la France est une puissance militaire et nucléaire, la France assume un rôle de premier plan en Europe et naturellement c'est vers la France que nos amis irakiens se tournent pour l'aider à retrouver toute sa place sur la scène internationale. La France a toujours considéré qu'une des grandes catastrophes du monde, serait qu'il y ait un affrontement entre l'Orient et l'Occident, et à sa manière, la France a essayé d'être un peu, toujours, entre ces deux mondes. La France qui a une politique arabe, qui veut être l'amie des Arabes et qui en même temps se sent engagée au service de la sécurité de l'Etat d'Israël, la France qui a une diplomatie universelle veut aider l'Irak à retrouver toute sa place, parce que l'Irak, c'est important dans cette région. Pourquoi c'est important ? Parce que vous êtes un pays multiculturel et multiethnique, et c'est capital que le pays de la diversité, qui est une grande richesse pour l'Irak, reste un pays uni, non pas malgré la diversité mais grâce à la diversité. Et c'est un exemple que vous donnerez dans cette région du monde où il y a parfois trop peu de diversité, et c'eût été une grande catastrophe que la partition de l'Irak, que la disparition de l'Irak, parce que l'Irak doit être un facteur de paix. La disparition de l'Irak de la scène internationale n'a pas favorisé la paix, elle a favorisé les affrontements et les intolérances. Un Irak démocratique qui réussirait à maintenir sa diversité, c'est un exemple formidable pour tout l'Orient et, plus généralement, pour le monde entier.

C'est bien suffisant pour que la France se sente solidaire de l'Irak, veuille se battre à vos côtés et être encore plus présents à partir d'aujourd'hui, d'autant plus que vous avez un gouvernement courageux, qui a organisé des élections démocratiques et franchement, organiser des élections démocratiques, les réussir, dans cette région, après toutes les souffrances qu'a endurées le peuple irakien, c'est une bonne leçon donnée au monde. Peut-être même, c'est un exemple, dont d'autres pourraient s'inspirer.

QUESTION - Pouvez-vous me dire précisément, dans quel domaine souhaitez-vous que la France intervienne ? Pendant longtemps, les entreprises françaises n'ont pas pu venir à cause de la situation sécuritaire, est-ce qu'aujourd'hui il y a un feu vert pour le retour des entreprises françaises ?

LE PRESIDENT - Aujourd'hui, il y a très clairement une demande du gouvernement français que nos entreprises reviennent, investissent. Dans quel domaine ? C'est à nos amis irakiens d'en décider, enfin, pensons au rôle historique de Total, dans ce pays, l'énergie, la compétence et la maîtrise des entreprises françaises, en matière de défense et d'armement. A partir du moment où l'Irak est une démocratie, la France ne voit aucun inconvénient, bien au contraire, à aider l'Etat irakien à assumer seul sa souveraineté. Enfin, l'eau, l'assainissement, la construction, il y a tant de choses à faire. Nos entreprises sont parmi les meilleures du monde et c'est la raison pour laquelle nous allons nous doter d'une nouvelle ambassade, de nouveaux consulats et qu'avant l'été, le Premier ministre français et le Ministre des Affaires étrangères viendront en Irak avec une délégation importante de chefs d'entreprise. Les affaires d'Irak doivent être traitées en Irak et pas forcément dans une capitale voisine de ce pays.

C'est donc un engagement. En venant avec Bernard Kouchner, c'est peut-être même un exemple

C'est donc un engagement. En venant avec Bernard Kouchner, c'est peut-être même un exemple qu'on donne à nos chefs d'entreprises, en leur disant : c'est le moment, c'est maintenant qu'il faut participer à la reconstruction de l'Irak, c'est maintenant qu'il faut aider l'Irak, l'Irak a pris ses responsabilités, les Irakiens veulent tourner la page de toutes ces années de malheur, à nous Français d'être à côté de nos amis irakiens.

M. NOURI AL-MALIKI - L'Irak facilitera l'accès aux entreprises qui souhaitent venir ici. L'Irak a traditionnellement des relations fortes avec la France dans le domaine de l'armement, des infrastructures, de l'eau, de l'industrie en général. Ces relations sont de longue date et les entreprises françaises ont une bonne réputation en Irak. Aussi ne va-t-on pas repartir de zéro. Tout cela va reprendre où cela s'était terminé, surtout que désormais les conditions de sécurité et les opportunités d'investissement sont très favorables pour les hommes d'affaires.

QUESTION - Est ce que vous allez travailler à annuler les 20 % restant de la dette irakienne ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, vous n'allez pas nous pénaliser parce qu'on a déjà supprimé 80% de la dette... mais les 20% restants, ça reste des projets à discuter et je suis ravi qu'aujourd'hui, le problème en Irak, ça soit un problème économique. Un problème de règlement de dettes £ cela a été pendant si longtemps un problème de sécurité et un problème de violence et de démocratie.

QUESTION - Trouvez-vous une justification à ce que les autres chefs d'Etats arabes ne viennent pas en Irak ?

LE PRESIDENT - Je voulais venir ici pour dire mon amitié au peuple irakien, pas pour me fâcher avec tous les autres, mais après tout, que la France soit en Irak avant d'autres de vos voisins et de vos amis, c'est une fierté pour la France. Mais je ne suis pas le premier, M. Kouchner est déjà venu deux fois avant moi, et en plus j'étais d'accord, c'était un message que nous voulions envoyer au peuple irakien. Vous faites des efforts considérables, tout n'est pas arrangé, il y a encore beaucoup de progrès à faire, mais enfin, vous savez, les vrais amis, c'est ceux qui vous aident quand on en a besoin, pas ceux qui vous aident quand on en a plus besoin.

Merci à tous.